

ELECTIONS A LA COMMISSION DE LA RECHERCHE

Scrutin du 9 au 11 avril 2024

**Collège C – Représentants des personnels ingénieurs, administratifs,
techniques et des bibliothèques**

Sièges à pourvoir : 5 titulaires

Liste FSU : SNASUB, SNCS, SNEP, SNESUP

Liste présentée par : FSU



- 1- VILAIN Coriandre**
- 2- ROUSSET Isabelle**
- 3- BARNABAS William**
- 4- COMPARAT Laurence**
- 5- LAURENT Romain**



Élections du Conseil d'Administration, de la Commission de la Recherche et de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire

UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES

SCRUTIN DU 9 au 11 AVRIL 2024

Votez pour une liste syndicale :

- pour être présents dans les conseils centraux sur tous les grands débats de notre université,
- pour promouvoir et renforcer le service public, chaque jour un peu plus menacé,
- pour défendre les intérêts moraux et matériels des personnels à tous les niveaux de l'UGA.

Retrouvons le sens du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche !

Nous, la FSU, réaffirmons que la véritable richesse de notre université, ce sont les femmes et les hommes qui la constituent, et qui lui insufflent leur passion pour construire et partager le savoir. *Ecoute, confiance, respect des personnels et des étudiant.es, sens des responsabilités, équité, déontologie* seront les valeurs cardinales qui nous guideront dans les mandats que vous nous confierez.

Ces valeurs ont été largement ignorées à l'UGA au cours des mandats précédents. La décision sans précédent du tribunal administratif l'a encore démontré en annulant la totalité des élections aux conseils centraux : les principes fondamentaux d'une véritable démocratie ne sont pas respectés. **La construction à marche forcée de l'Établissement Public Expérimental, puis du Grand Établissement, a produit plusieurs surcouches qui éloignent des personnels les centres de décision.** Aux contacts directs interhumains se sont substituées plusieurs strates décisionnelles impersonnelles exigeant toujours plus de « numérase », produisant toujours plus de complexité, générant un sentiment croissant de perte du sens de nos métiers. Les équipes présidentielles ont ainsi pu gouverner sans rendre de réels comptes non seulement à leurs électeurs, mais aussi aux conseils centraux. Par exemple, l'ancien président de l'UGA a décidé seul d'expérimenter les mesures du « rapport Gillet »¹, sans même informer son Conseil d'Administration, qui l'a appris par voie de presse² et n'a pu en délibérer ! La mise en œuvre de ces mesures, tout comme celle de « l'acte 2 de l'autonomie »³, serait catastrophique pour la vision du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche que nous défendons.

1. Nous voulons reconstruire la démocratie à l'UGA pour garantir de bonnes conditions de travail et retrouver des dynamiques collectives et collégiales.

Nous œuvrerons pour la reconstruction d'un véritable dialogue social, gravement mis à mal ces dernières années. Ainsi, comment est-il possible que [nos propositions de modifications des statuts du « Grand Établissement »](#) n'aient jamais pu être discutées en Conseil d'Administration ? Et pourquoi notre proposition de consultation des personnels sur leur perception du Grand Établissement a-t-elle été rejetée, au profit d'un questionnaire superficiel qui ne permettait aucune expression de fond ? Qui a peur de l'avis des personnels de cette université ?

Une gouvernance respectueuse implique d'abord la **lutte contre toutes les formes de discrimination et d'injustice**, notamment les inégalités entre femmes et hommes. Nous continuerons à dénoncer, au sein des conseils, les processus de mise en concurrence et de primes de fonction ou de mérite. À l'inverse, nous défendrons l'harmonisation par le haut des conditions de travail et de rémunération dans la mise en place du Grand Établissement UGA. **Nous militerons pour une augmentation des rémunérations pour tous les personnels** en respectant un principe d'équité entre les catégories BIATSS et entre enseignants-chercheurs et enseignants du second degré, titulaires et contractuels.

Nous nous opposons au modèle de **Grand Établissement** qui induit un fonctionnement non-démocratique, en réduisant le poids des personnels dans les décisions. Nous agissons pour une refonte des statuts de l'UGA afin de supprimer toutes les dispositions dérogatoires au code de l'éducation. De même, il est aberrant que l'UGA n'ait pas un Comité Social d'Administration commun (le rapport du Hcéres sur la sortie de l'expérimentation, pourtant peu inquisiteur, incite l'UGA à se doter d'un CSA commun).

Nous défendons **une réelle transparence du fonctionnement de l'UGA**. Par exemple, il est choquant qu'il nous ait fallu faire appel à la Commission d'Accès aux Documents Administratifs pour avoir accès au rapport de l'Inspection Générale de l'ESR (IGESR) sur le « Diagnostic économique de l'Université Grenoble Alpes », qui a conduit à de nouveaux gels de postes.

Nous combattons les manquements à la déontologie, et exigerons que les recommandations des instances déontologiques soient mises en œuvre (il est incompréhensible que les multiples manquements à la déontologie condamnés par un tribunal et confirmés par les instances déontologiques – [voir pages 26 à 28 du n°428 de la revue VRS](#) – n'aient pas conduit à la discussion de nos propositions de modification de l'article « déontologie » des statuts).

1.- <https://ouvaton.link/dtPuFO>

2.- <https://ouvaton.link/dgWVyn>

3.- <https://ouvaton.link/yWFjIj>

2. Sur la trajectoire financière, nous défendrons des choix de service public alternatifs aux options de précarisation croissante de la trajectoire actuelle

Les suppressions de postes, le grignotage progressif de l'emploi statutaire et le remplacement par des contractuels sont au cœur de la « trajectoire de retour à l'équilibre » imposée par l'équipe présidentielle sortante et que nous avons fortement combattue. Ce grignotage produit des effets pervers multiples, avec des embauches de personnels précaires dans des conditions très dégradées, et une pression croissante sur les titulaires au travail de plus en plus morcelé. Aujourd'hui comme hier, **nous défendons l'emploi statutaire, pour tous les métiers de l'université**, seul cadre viable pour assurer des conditions de salaire et d'exercice dignes, efficaces et conformes à la mise en œuvre d'un véritable service public de la formation et de la recherche. Nous nous battons contre le renforcement de toutes formes de précarités, soutiendrons les mouvements des précaires et agirons pour la défense des processus de titularisation des contractuels. Dans ce contexte dégradé, nous œuvrerons pour obtenir du MESR la prise en charge des surcoûts liés à la mise en place du Grand Établissement (surcoûts dont la réalité est soulignée par le rapport de l'IGESR). En parallèle, nous nous battons pour **obtenir que d'autres orientations budgétaires soient proposées aux personnels et débattues largement avec eux**, dans les conseils centraux mais aussi dans un cadre de démocratie plus large. Nous continuerons à lutter pour l'**abandon de la politique d'appels à projets incessants** au profit d'une politique de financement transparent, récurrent et harmonisé des laboratoires et des équipes, faisant de la dotation de base aux composantes élémentaires de formation et de recherche l'outil principal de soutien des projets.

3. Nous œuvrerons pour garantir le plus large accès au savoir

Pour assurer **une offre de formation de qualité, disponible pour tou-te-s**, nous défendrons une politique de structuration sur la base des besoins de formation, en adéquation avec l'augmentation du nombre d'étudiant.es, et définie en dialogue étroit avec les équipes pédagogiques et administratives. Comme nous l'avons fait dans la période précédente, nous nous opposerons à toute réduction des maquettes, menacées par les restrictions budgétaires. Redonnons les moyens aux équipes enseignantes de piloter leurs offres de formation !

Plus que jamais, dans un contexte de sélection rampante, de restriction des voies d'accès à l'université et de volatilité des effectifs, orchestrées par les plateformes « *Parcoursup* » ou « *Mon Master* », outils de gestion de la pénurie de moyens, nous défendrons **le droit des étudiants d'accéder aux études supérieures ou de poursuivre dans la filière de leur choix en fonction de leur diplôme**. Nous interviendrons systématiquement dans les conseils pour rappeler ce principe. Par ailleurs, nous continuerons de nous battre sans concession contre tout projet de hausse des frais d'inscription, avec une vigilance particulière concernant les étudiants étrangers. Nous nous opposons à la stratégie de désinvestissement de l'État et de privatisation des universités, qui conduit au transfert du coût des études de l'État aux familles, et donc à un renforcement des inégalités.

4. Nous prendrons à bras le corps les enjeux environnementaux

La question de la soutenabilité même de nos activités de formation et de recherche est posée de plus en plus fortement, à la fois par les étudiant·e·s qui nous interrogent sur les enjeux et les perspectives de leurs études, et par les collègues qui ont un besoin impérieux de remettre du sens dans leurs activités professionnelles. La réponse actuelle de l'UGA est faible, voire cosmétique.

Nous agirons pour **mettre ces enjeux, majeurs, au cœur de la politique** pour la formation, la recherche et les pratiques professionnelles à tous les niveaux. Nous demanderons que soient poursuivies et étendues toutes les actions de diminution des coûts énergétiques de nos activités, et que les enjeux de rénovation thermique des bâtiments actuels soient mis en toute première priorité dans la politique immobilière tout en protégeant les conditions de travail et d'études pendant les travaux. **Nous mettrons au cœur de notre action la défense de toutes les initiatives individuelles, de tous les projets collectifs** permettant de réfléchir à nos pratiques ensemble et dans une perspective interdisciplinaire large. C'est aussi et peut-être avant tout sur ce terrain que pourra se reconstruire une passion collective pour les enjeux et le rôle de l'université et pour les métiers qui en assurent le bon fonctionnement.

Sur tous ces enjeux, nous revendiquons d'être un syndicat de défense des personnels, faisant entendre leur voix et les appelant, chaque fois que nécessaire, à se faire entendre. Le rôle des élus est d'être force de proposition mais aussi de savoir s'opposer quand la politique mise en œuvre est contraire aux intérêts des étudiants et des personnels, et de ne pas se contenter de l'abstention comme seul moyen d'expression d'un désaccord. Nous pensons que cette conception d'un syndicalisme d'action collective est essentielle.

Nous avons besoin de votre soutien et de votre engagement pour la porter. Votez et faites voter FSU !